



CÔTE D'IVOIRE

« Ils les ont tués comme si de rien n'était »

Le besoin de justice pour les crimes post-électorales en Côte d'Ivoire

HUMAN
RIGHTS
WATCH

HUMAN RIGHTS WATCH
350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299

www.hrw.org

(En couverture) Des sandales, dont certaines d'enfants, retrouvées dans les bureaux de la préfecture de Bloléquin, où environ 100 personnes ont été tuées pendant les violences postélectorales. Au plus dur des combats, les Forces républicaines de Ouattara avaient regroupé des civils dans la préfecture; des miliciens et mercenaires partisans de Gbagbo ont pénétré de force dans le bâtiment et tué les personnes issues de groupes ethniques supposés soutenir Ouattara.

(Ci-dessous) A l'hôpital de Bangolo, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, un jeune homme cache son visage après avoir raconté dans quelles circonstances il a été blessé lors des violences postélectorales. Pendant l'avancée des forces pro-Ouattara, des soldats lui ont tiré dessus et laissé pour mort. Un soldat l'a ensuite entendu gémir et, à court de munitions, s'est acharné sur lui à coups de machette.

© 2011 Peter diCampo/VII

HUMAN
RIGHTS
WATCH



Pendant six mois, des résidents de Côte d'Ivoire ont été victimes d'horribles violations de droits humains, suite au refus du Président sortant Laurent Gbagbo de céder le pouvoir après que la Commission électorale indépendante ainsi que les observateurs internationaux eurent déclaré son adversaire Alassane Ouattara vainqueur du second tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 28 novembre 2011. Plusieurs mois après l'arrestation de Gbagbo par les forces armées de Ouattara, le 11 avril 2011, le risque réel d'une justice partielle menace de prolonger la division du pays et de rendre impossible le rétablissement de l'État de droit.

Après les élections, des unités d'élite des forces de sécurité contrôlées par Gbagbo ont lancé une campagne systématique de violence contre les partisans, réels ou perçus comme tels, de Ouattara. Cette campagne s'est notamment traduite par la répression violente des manifestations, l'enlèvement et le meurtre de dirigeants politiques locaux et le viol de femmes et de jeunes filles. Alors que les médias contrôlés par le gouvernement de Gbagbo propageaient des messages de haine envers les partisans de Ouattara, les milices pro-Gbagbo arrêtaient ceux-ci aux barrages ou les attaquaient dans leurs quartiers. Un grand nombre de ces partisans ont été battus à mort, tués par arme à feu ou brûlés vifs.

Trois mois après le refus de Gbagbo de céder le pouvoir, les forces de Ouattara – composées en grande partie de soldats issus de l'ancienne armée rebelle de son Premier ministre, Guillaume Soro – ont lancé une offensive pour faire céder Gbagbo. Dans le cadre de cette offensive généralisée, les soldats ont souvent agi avec violence à l'encontre des groupes pro-Gbagbo, massacrant, torturant et incendiant des villages. Au terme des combats, à la mi-mai 2011, au moins 3 000 personnes avaient été tuées et plus de 150 femmes violées, ces crimes étant souvent perpétrés de manière ciblée et sur la base de critères politiques, ethniques et religieux.

Ce rapport, le produit de six missions de terrain réalisées en Côte d'Ivoire entre décembre 2010 et juillet 2011, s'appuie sur plus de 500 entretiens réalisés avec des victimes et des témoins des violences. Il met en évidence des crimes d'une gravité correspondant à des crimes de guerre et probablement à des crimes contre l'humanité. S'appuyant sur les éléments de preuve accumulés, le rapport identifie 13 dirigeants militaires et politiques impliqués dans des crimes graves, soit directement, soit sur base du principe de responsabilité de commandement. Il met également en lumière l'incapacité du gouvernement Ouattara à agir à ce jour pour que tous les auteurs d'actes de violence, dans les deux camps, soient traduits en justice et jugés pour leurs crimes.